Rôle de la séance publique du 10/04/2025 à 09h15

Président : Monsieur DEGOMMIER
Assesseurs : Monsieur RIVAS et Madame ODY
Greffier : Monsieur GOY

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK

---

01) N° 2301774 RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	GAEC DE BOTLEZAN	CABINET AVELINE BOQUET STEPHANE
Défendeur	Mme H Edith M. et/ou Mme C Jean-Louis et Simone Mme H Perrine	Me METAIS-MOURIES Me METAIS-MOURIES Me METAIS-MOURIES
Autres parties	COMMUNE DE BEGARD	SELARL LE ROY GOURVENNEC PRIEUR

Requête de la GAEC DE BOTLEZAN contre le jugement n° 2005884 en date du 14 avril 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a, d'une part, à la demande de M. et Mme C et autres, annulé l'arrêté du 26 octobre 2020 par lequel le maire de Bégard a délivré au groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) de Botzélán un permis de construire pour la réalisation d'une couverture d'une fumière et d'un parc d'attente ainsi que pour la régularisation d'une stabulation de génisses.

---

02) N° 2302033 RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	COMMUNE DE BENODET	CABINET ARES
Défendeur	ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU PAYS FOUESNANTAIS	SELARL VALADOU JOSSELIN & ASSOCIES
Autres parties	M. H Edouard M. L Éric	

Requête de la commune de BENODET contre le jugement n° 2005766 en date du 2 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a annulé, à la demande de l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantaïs (ASPF), l'arrêté du 17 août 2020 par lequel le maire de la commune de BENODET a délivré à M. Eric L un permis de construire une maison individuelle et un garage sur un terrain situé chemin de Menez Laë à Benodet (29).

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK

03) N° 2302196

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	M. et/ou Mme	L	Vincent et Angélique	Me BOCQUET
	M. et/ou Mme	B	Franck et Christelle	Me BOCQUET
Défendeur	COMMUNE DE DINARD			CABINET ARES
	M. et/ou Mme	P	Georges et Marie	AARPI VIA AVOCATS

Requête de M. et Mme B, ainsi que M. et Mme L contre le jugement n° 2101523, 2200822 en date du 22 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes, a annulé partiellement l'arrêté du 7 octobre 2020 par lequel le maire de la commune de Dinard a délivré à M. et Mme P un permis de construire, en tant qu'il méconnaît, d'une part, le pourcentage d'espaces verts et libres prévu à l'article U 5 du règlement du plan local d'urbanisme de la commune de Dinard et, d'autre part, les prescriptions architecturales applicables au secteur 2 de la zone centrale du site patrimonial remarquable de la commune de Dinard qui impose l'ardoise comme matériau de couverture pour les constructions neuves et accordé un délai de quatre mois à M. et Mme P pour obtenir la régularisation de cet arrêté.

04) N° 2401022

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	M.	B	Alaeddine	SELARL LEVY AVOCAT
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR			

Requête de M. Alaeddine B contre le jugement n° 2010588 du 7 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 23 septembre 2020 par laquelle le ministre de l'intérieur a ajourné à deux ans sa demande d'acquisition de la nationalité française par la voie de la naturalisation.

05) N° 2401713

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	M.	H	Yahya	Me GUILBAUD
	Mme	Y	Sundus	Me GUILBAUD
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR			

Requête de M. Yahya H et Mme Sundus Y contre le jugement n° 2304477 -2313235 en date du 30 janvier 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes n'a fait droit que partiellement à leur demande tendant à l'annulation de la décision du 14 avril 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre les décisions de l'autorité consulaire française en Ethiopie du 20 mars 2023 refusant à Mme Sundus Y et à la jeune Mandeeq Y la délivrance de visas d'entrée et de long séjour demandés au titre de la réunification familiale.

06) N° 2402042

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	M.	S	Kalidou	Me PRONOST
	Mme	D	Mairam	Me PRONOST
	M.	S	Malick	Me PRONOST
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR			

Requête de M. Kalidou S et autres contre le jugement n° 2302912 en date du 12 janvier 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes n'a fait droit que partiellement à leur demande tendant à l'annulation de la décision du 20 juillet 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre les décisions de l'autorité consulaire française à Dakar refusant de délivrer à Mme Mairam D, M. Doly S, M. Malick S, Mme Hapsatou S, et à l'enfant Bano S des visas de long séjour au titre de la procédure de réunification familiale.

07) N° 2402703

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur Mme N Fiori

Me BLIN

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Fiori N contre le jugement n° 2309587 du 3 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite du 16 mars 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un RAPO formé contre la décision implicite de l'autorité consulaire française en Ethiopie et auprès de l'Union africaine refusant de délivrer à l'enfant Abel un visa de long séjour au titre de la réunification familiale a refusé de délivrer le visa sollicité.

Rôle de la séance publique du 10/04/2025 à 10h15

Président : Monsieur DEGOMMIER
Assesseurs : Monsieur RIVAS et Madame ODY
Greffier : Monsieur GOY

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK**01) N° 2401582 RAPPORTEURE : Mme ODY**

Demandeur	Mme J Dominique	Me MENARD
	MM. ADRIEN G ET G Alexis	Me MENARD
	M. F DANIEL	Me MENARD
	M. et Mme M Isabelle et Raphaël	Me MENARD
	M. et Mme P Tony et Nelly	Me MENARD
	COMITE DE PROTECTION DU CADRE DE VIE DE BOURG-DES-COMPTES	Me MENARD
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER ET PECHE SAS AGRI-BIOENERGIES	AARPI LEXION AVOCATS

Requête de MM Alexis, Jérôme et Adrien G et autres contre le jugement n° 2202300 du 28 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 30 décembre 2021 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a procédé à l'enregistrement d'une installation de méthanisation exploitée par la société Agri-Bioénergies au lieu-dit "le Vaugouët" sur le territoire de la commune de Bourg-des-Comptes.

02) N° 2400154 RAPPORTEURE : Mme ODY

Demandeur	M. S Karim	Me BENVENISTE
	Mme F Fatemeh	Me BENVENISTE
	M. S Abdoulfazal	Me BENVENISTE
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de M. Karim S et autres contre le jugement n° 2305769 du 20 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 22 février 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre les décisions du 31 octobre 2022 de l'autorité consulaire française à Téhéran (Iran) refusant de délivrer à Mme Fatemeh F et à M. Aboulfazal S des visas de long séjour au titre de la réunification familiale.

Rôle de la séance publique du 10/04/2025 à 11h15

Président : Monsieur DEGOMMIER
Assesseurs : Monsieur RIVAS et Madame DUBOST
Greffier : Monsieur GOY

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK**01) N° 2302934 RAPPORTEURE : Mme DUBOST**

Demandeur	ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU PAYS FOUESNANTAIS	SELARL VALADOU JOSSELIN & ASSOCIES
Défendeur	COMMUNE DE FOUESNANT SCI VORLEN INVEST	SELARL LE ROY GOURVENNEC PRIEUR CABINET RACINE (PARIS)

Requête de l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantaï contre le jugement n° 2005606 du 2 août 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a annulé partiellement l'arrêté n° PC 029 058 20 00005 du 17 août 2020 par lequel le maire de la commune de Fouesnant a délivré à la SCI Vorlen Invest un permis de construire une résidence de tourisme comprenant 76 logements de type R+1, un accueil/piscine et un club enfant sur un terrain situé chemin de Kerambigorn sur le territoire de cette commune, ainsi que la décision du 7 octobre 2020 rejetant son recours gracieux en tant seulement que le projet autorise un club enfant en méconnaissance des dispositions de l'article 2 du chapitre 6 du titre II du plan de prévention des risques littoraux « Est-Odet ».

02) N° 2303281 RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	M. et/ou Mme L Jean-Yves et/ou Marie-Jeanne	Me DUROS
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-QUAY-PORTRIEUX Mme D Aude	SCP MARION LEROUX SIBILLOTTE ENGLISH CABINET LEXCAP RENNES

Requête de M. Jean-Yves L et Mme Marie-Jeanne L contre le jugement n° 2005145 en date du 18 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes n'a fait droit que partiellement à leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 mars 2020 par lequel le maire de Saint-Quay-Portrieux a délivré à Mme D un permis de construire pour la surélévation d'une maison d'habitation avec un changement d'usage du garage et une modification de l'aspect extérieur au 20 rue du Maréchal Joffre et l'arrêté du 1er mars 2021 portant permis modificatif.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK

03) N° 2303332

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	Mme D Aude	CABINET LEXCAP RENNES
Défendeur	M. et/ou Mme L Jean-Yves et/ou Marie-Jeanne	Me DUROS
Autres parties	COMMUNE DE SAINT-QUAY-PORTRIEUX	SCP MARION LEROUX SIBILLOTTE ENGLISH

Requête de Mme Aude D contre le jugement n° 2005145 en date du 18 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a annulé partiellement, à la demande de M. Jean-Yves L et Mme Marie-Jeanne L , l'arrêté du 20 mars 2020 par lequel le maire de Saint-Quay-Portrieux a délivré à Mme D un permis de construire pour la surélévation d'une maison d'habitation avec un changement d'usage du garage et une modification de l'aspect extérieur au 20 rue du Maréchal Joffre et l'arrêté du 1er mars 2021 portant permis modificatif en tant qu'il ne prévoit pas la repose de la toiture ôtée du bâtiment préexistant.

04) N° 2400627

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	M. S Mohamed	Me REGENT
	M. S Mohamed Lamine	Me REGENT
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de M. Mohamed S et autres contre le jugement n° 2215387 du 17 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 15 septembre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre la décision du 6 avril 2022 de l'autorité diplomatique et consulaire française en Guinée et en Sierra Leone refusant aux enfants Mohamed Lamine S et Ibrahima Sory S la délivrance d'un visa de long séjour en qualité de membres de famille d'un enfant réfugié.

05) N° 2401075

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	Mme G Isabelle Claude Ashley	QUENNEHEN-TOURBIER
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de Mme Isabelle Claude Ashley G contre le jugement n° 2305240 du 4 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite née le 2 mars 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a refusé de lui délivrer un visa de long séjour au titre de la réunification familiale.

06) N° 2401103

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	M. S Mohamed Hussein	CABINET POLLONO
	M. A Mohammad Najib	CABINET POLLONO
	Mme A Shirin Gul	CABINET POLLONO
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de M. S Mohamed Hussein, M. Mohamed Najib A et Mme Shirin Gul A , contre le jugement n° 2300091 du 10 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 11 janvier 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de vis d'entrée en France a rejeté le recours formé contre les cinq décisions de l'autorité diplomatique français à Islamabad (Pakistan) refusant de délivrer à Mme Shirin Gul A , à M. Mohamed Najib A et aux enfants Mohammad Aaqeb, Aysha et Gulsom A des visas long séjour au titre de la réunification familiale.

07) N° 2401300

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur   MINISTERE DE L'INTERIEUR

Défendeur   M.   B   Bassem

Me BLIN

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2305688 du 29 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de M. Bassem   B   , annulé la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours préalable, réceptionné le 21 décembre 2022, formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Tunis (Tunisie) rejetant sa demande de visa d'entrée et de long séjour en qualité de travailleur salarié et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de délivrer le visa sollicité dans le délai de deux mois à compter de la notification du jugement.